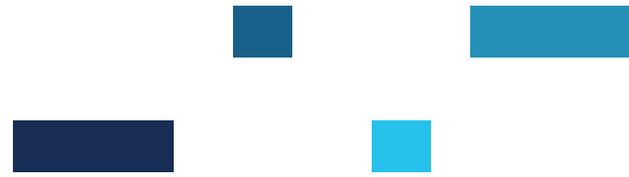




Extractive Industries
Transparency Initiative



S'orienter dans la transition énergétique : Renforcer la gouvernance du secteur extractif par les données et le dialogue

NOTE DE POLITIQUE



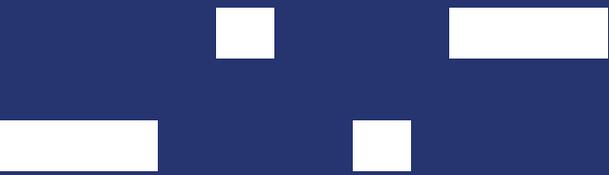


Table des matières

La transition énergétique et les industries extractives	4
Bénéfices de l'utilisation des données et du dialogue dans la transition énergétique	5
Bénéfices pour les gouvernements	5
Bénéfices pour les citoyens	5
Bénéfices pour les entreprises	6
Utiliser les données et le dialogue pour s'orienter dans la transition énergétique	7
1. Soutenir la cohérence et la coordination des politiques	8
2. Gérer les risques liés aux finances publiques et les vulnérabilités économiques	10
3. Faire progresser les efforts de lutte contre la corruption	15
4. Renforcer la voix des communautés	18
5. Faire la lumière sur les émissions de gaz à effet de serre	22
Enseignements potentiels pour le secteur des énergies renouvelables	24
Notes de fin	26

Cette note est publiée par :

Secrétariat international de l'ITIE
Rådhusgata 26, 0151 Oslo, Norvège
+47 222 00 800
secretariat@eiti.org

Novembre 2023

L'ITIE souhaite remercier le Natural Resource Governance Institute (NRGI) pour sa contribution à cette note.

La transition énergétique et les industries extractives

La transition énergétique est en train de remodeler les industries extractives, présentant des opportunités et des défis pour les pays riches en ressources. L'évolution de la demande en combustibles fossiles et en minéraux influence les décisions d'investissement et les contributions économiques du secteur extractif.

Les pays producteurs de pétrole, de gaz et de charbon connaissent une incertitude quant à la pérennité de leurs projets et à la baisse potentielle des recettes publiques. Les pays riches en ressources minières voient se profiler de nouvelles perspectives d'investissements et de sources de revenus, mais peuvent également se trouver en proie à des difficultés financières du fait de la volatilité des marchés. Outre l'incidence sur les finances publiques, la transition énergétique pose également des risques de corruption et influe sur la vie des communautés locales et sur l'impact environnemental du secteur extractif.

Si le nombre de ces opportunités et défis ne sont pas nouveaux, la vitesse et l'ampleur des changements induits par la transition énergétique sont sans précédent. Cette urgence souligne la nécessité de renforcer la gouvernance afin que le monde puisse atteindre ses objectifs de décarbonisation tout en bénéficiant aux pays riches en ressources et à leurs citoyens.

Cela exige de disposer de données permettant d'éclairer les analyses prospectives, les réponses politiques et le débat public. La [Norme ITIE 2023](#) répond à la demande des parties prenantes en matière de données sur la transition énergétique, notamment sur les politiques nationales, les subventions, les réserves, les prévisions de recettes, les dépenses sociales et les impacts environnementaux, y compris les émissions de gaz à effet de serre. Ces données peuvent aider les gouvernements et les citoyens à mieux comprendre l'incidence que la transition énergétique peut avoir sur leurs économies et leurs communautés dans les décennies à venir, et fournissent aux décideurs politiques des éléments probants pour gérer les risques et tirer parti des opportunités.

Si les données sont essentielles, elles ne suffisent pas à elles seules pour garantir que la transition énergétique profite aux citoyens. L'ITIE peut aider davantage les pays riches en ressources à faire face aux répercussions économiques, sociales et environnementales de la transition énergétique en favorisant le dialogue entre les gouvernements, les entreprises et la société civile. Utilisée à bon escient, l'ITIE sert de plateforme aux parties prenantes pour s'engager à façonner l'avenir du secteur extractif et garantir la transparence et la redevabilité sur la voie de la transition.

L'ITIE sert de plateforme aux parties prenantes pour s'engager à façonner l'avenir du secteur extractif et garantir la transparence et la redevabilité sur la voie de la transition

Bénéfices de l'utilisation des données et du dialogue dans la transition énergétique



Bénéfices pour les gouvernements

Les données et le dialogue multipartite peuvent aider les gouvernements à s'assurer que les décisions politiques impactant les industries extractives servent les intérêts publics à long terme. Les gouvernements peuvent :

- **Aligner les politiques nationales** sur le changement climatique, l'énergie et les industries extractives afin de renforcer la coordination entre les institutions gouvernementales et d'améliorer la cohérence dans la prise de décision.
- **Atténuer les risques liés aux finances publiques** qui découlent de l'évolution de la demande et des scénarios de marché afin de soutenir une meilleure planification économique à long terme.
- **Impliquer les communautés** dans les plans de transition et dans l'atténuation des impacts potentiels, en instaurant la confiance et en renforçant la transparence et l'inclusion dans la prise de décision.



Bénéfices pour les citoyens

Les données et le dialogue multipartite peuvent permettre aux communautés de participer de manière significative aux décisions qui impactent leur vie. Les citoyens peuvent :

- **Utiliser les données et le dialogue** pour comprendre les impacts de la transition énergétique sur les communautés et s'assurer que les priorités et les besoins locaux sont pris en compte dans les processus décisionnels.
- **Atténuer la corruption** en identifiant et en traitant les vulnérabilités afin de réduire le risque de violations des droits et d'atteintes à l'environnement et de veiller à ce que les bénéfices du secteur profitent aux citoyens.
- **Protéger les intérêts publics** en exigeant que les décisions d'investissement et de dépenses profitent aux citoyens à long terme.



Bénéfices pour les entreprises

Les données et le dialogue multipartite peuvent permettre aux entreprises d'instaurer la confiance avec les investisseurs, les communautés, les gouvernements et les autres parties prenantes dans leur approche des risques et des opportunités.

Les entreprises peuvent :

- **Instaurer la confiance** avec les communautés et les gouvernements en s'engageant dans des discussions constructives et inclusives sur les impacts environnementaux, sociaux et économiques locaux, renforçant ainsi le permis social d'exploitation.
- **Aligner les décisions d'investissement** sur les objectifs climatiques en garantissant la transparence des émissions d'une entreprise et de sa gestion des risques financiers liés au climat.
- **S'attaquer aux risques de corruption** en établissant des politiques de lutte contre la corruption et des processus de vérification préalable solides, renforçant ainsi la confiance autour de l'intégrité et des performances d'une entreprise en matière de développement durable.



PHOTO : IQBAL LUBIS

Photographie aérienne des usines de traitement du nickel
au Morowali septentrional, en Indonésie.

Utiliser les données et le dialogue pour s'orienter dans la transition énergétique

La transition énergétique est en train de remodeler les industries extractives à un rythme et à une échelle sans précédent, présentant des opportunités et des défis pour les pays riches en ressources. Les divulgations de l'ITIE et le dialogue peuvent soutenir une prise de décision redevable dans un secteur en évolution.

Cette section décrit la manière dont l'ITIE peut être utilisée pour renforcer la cohérence et la coordination des politiques nationales de transition énergétique, gérer les risques liés aux finances publiques et les vulnérabilités économiques, faire progresser les efforts de lutte contre la corruption, renforcer la voix des communautés et faire la lumière sur les émissions de gaz à effet de serre.





Soutenir la cohérence et la coordination des politiques

Les politiques gouvernementales sur le changement climatique et la transition énergétique sont susceptibles d'avoir un impact sur les industries extractives. Pour promouvoir la coordination et la cohérence entre les institutions gouvernementales et veiller à ce que l'action gouvernementale serve les intérêts publics à long terme, il importe d'avoir une idée précise du paysage politique et du régime fiscal, et de ce que cela signifie pour la production de minéraux de transition ou de combustibles fossiles.

Comment les données de l'ITIE peuvent être utilisées

Aligner les plans de transition énergétique et la politique du secteur extractif

Il est exigé des pays de mise en œuvre de divulguer les engagements, les politiques et les plans nationaux en matière de transition énergétique qui sont pertinents pour les industries extractives et sont encouragés à divulguer les réformes qui s'y rapportent. Ils sont également encouragés à divulguer des informations sur les mécanismes de tarification du carbone, les taxes carbonées et les subventions publiques (Exigence 2.1). Enfin, les entreprises sont encouragées à divulguer les déductions et incitations fiscales (Exigence 4.1) et il est exigé des pays de divulguer leurs dépenses quasi budgétaires, qui peuvent inclure des dépenses sociales publiques telles que les subventions aux combustibles (Exigence 6.2).

Ces données sont cruciales pour comprendre la manière dont les efforts de décarbonisation des gouvernements affectent le secteur extractif. Cela peut également faire la lumière sur la manière dont les politiques gouvernementales dans les industries extractives soutiennent ou entravent l'atténuation du changement climatique. Par exemple, les données sur la tarification du carbone, les taxes, les subventions et les déductions fiscales peuvent aider les parties prenantes à comprendre si le gouvernement et les entreprises d'État utilisent des outils fiscaux pour encourager ou décourager les activités extractives.

Les divulgations de l'ITIE peuvent également contribuer à identifier les incohérences entre les politiques ou le manque de coordination entre les institutions gouvernementales. Par exemple, des décisions en matière d'octroi de licences ou des politiques budgétaires qui sont en contradiction avec les projections de la demande mondiale peuvent indiquer une rupture d'alignement avec les intérêts publics à long terme.

Exigences clés de l'ITIE

2.1 Cadre juridique et régime fiscal

4.1 Divulgation exhaustive des taxes et des recettes

6.2 Dépenses quasi budgétaires

ÉTUDE DE CAS

Allemagne**Faire la lumière sur les voies vers la transition
énergétique**

L'Allemagne est un important producteur de lignite (charbon brun), utilisé pour la production d'électricité en Europe et au niveau national. Le pays s'est engagé à éliminer progressivement les centrales au charbon et l'exploitation du lignite d'ici 2038 au plus tard.¹ Parallèlement, l'utilisation de sources d'énergies renouvelables augmente régulièrement dans le mix énergétique allemand.

L'Allemagne utilise l'ITIE pour le dialogue multipartite et la déclaration des politiques nationales de transition énergétique. La déclaration de l'ITIE du pays décrit la législation visant à éliminer progressivement le charbon et son impact sur le marché de l'électricité, y compris l'analyse des coûts sur les objectifs de réduction et le détail des subventions pour le démantèlement des centrales électriques au charbon. La déclaration couvre également les exigences liées à la protection et à la restauration de l'environnement, le soutien fédéral aux régions houillères et des détails concernant le système national d'échange de droits d'émission.

En outre, la déclaration de l'ITIE fournit des informations contextuelles sur le secteur croissant des énergies renouvelables du pays, y compris les tendances du marché, des détails sur les subventions et une analyse des contributions économiques du secteur, notamment son impact sur l'emploi.



PHOTO : RAIMOND SPEKING

Excavateurs à roue-pelle dans la mine de lignite
à ciel ouvert de Garzweilers en Allemagne.



Gérer les risques liés aux finances publiques et les vulnérabilités économiques

La transition énergétique a une incidence sur l'offre et la demande mondiales de pétrole, de gaz et de minéraux. Cette évolution a des répercussions sur les décisions d'investissement, la viabilité des projets, les recettes publiques et, plus largement, les contributions économiques du secteur. Pour les producteurs de combustibles fossiles, les efforts mondiaux de décarbonisation créent des incertitudes économiques. À l'inverse, les pays producteurs de minéraux de transition peuvent bénéficier d'opportunités économiques, mais sont parfois également confrontés à des défis liés à la volatilité des marchés.

Les gouvernements et les citoyens ont besoin de comprendre clairement la manière dont la transition énergétique impacte la viabilité des projets extractifs et la contribution économique globale du secteur. Les données de l'ITIE peuvent faire la lumière sur la dépendance économique et la vulnérabilité des recettes publiques à l'évolution des conditions des marchés, facilitant ainsi la gestion des recettes et la planification économique à long terme. Cela peut également éclairer le débat sur les répercussions des décisions d'octroi de licences et des investissements réalisés par les entreprises d'État, et sur leur alignement avec les intérêts publics.

Comment les données de l'ITIE peuvent être utilisées

Évaluer la viabilité des projets

Le rythme et l'ampleur des efforts de décarbonisation au niveau mondial ont des répercussions sur le prix des matières premières. Les divulgations de l'ITIE fournissent des informations précieuses sur la manière dont ces changements peuvent affecter les projets pétroliers, gaziers et miniers individuels et sur les conséquences potentielles sur les finances publiques. Cela inclut le risque que les projets deviennent des « actifs irrécupérables », non viables sur le plan commercial, ainsi que le risque lié à des projets plus coûteux (ainsi que ceux qui émettent davantage d'émissions de gaz à effet de serre) vendus à des entreprises dont les engagements environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) sont plus faibles.²

Les données essentielles comprennent les divulgations par projet sur les niveaux de production actuels et prévus, les données des entreprises et des pays de mise en œuvre sur les coûts, et les hypothèses des gouvernements sur les futurs prix des matières premières (Exigences 3.2, 4.10 et 5.3). Les parties prenantes peuvent combiner ces informations avec les conditions fiscales pour élaborer des modèles financiers, qui estiment la vulnérabilité des projets à l'évolution de la dynamique des marchés et peuvent identifier les risques associés pour les finances publiques. Les gouvernements et les citoyens peuvent également combiner ces informations avec les données sur les émissions pour identifier les projets susceptibles d'être vendus à des entreprises dont les normes ESG sont moins strictes.

Exigences clés de l'ITIE

3.2 Données sur la production

4.10 Coûts des projets

5.3 Informations supplémentaires sur la gestion des recettes et des dépenses

ÉTUDE DE CAS

République du Congo**Modéliser les données de l'ITIE pour estimer les revenus des projets pétroliers**

En République du Congo, les industries extractives contribuent à plus de la moitié des recettes totales du gouvernement. La déclaration de l'ITIE a joué un rôle essentiel dans le recueil d'informations précieuses. En 2013, le pays a commencé à publier des données sur la production pétrolière pour toutes les licences et, trois ans plus tard, il a élargi ses divulgations pour inclure toutes les ventes de pétrole individuelles et les coûts des projets pour chaque licence. Le gouvernement divulgue également tous ses contrats pétroliers dans leur intégralité.

Ces divulgations ont permis à l'ITIE en République du Congo de mener une analyse des tendances passées et de prévoir les futures recettes potentielles selon différents scénarios. À l'aide d'une modélisation financière, l'étude s'est penchée sur les paiements passés et futurs attendus des principaux projets pétroliers, ainsi que sur les ventes de pétrole des entreprises, afin de promouvoir un débat éclairé fondé sur l'analyse des données de l'ITIE et d'examiner l'efficacité des politiques budgétaires au Congo.³

Comprendre les opportunités et les défis macroéconomiques

Les divulgations de l'ITIE peuvent faire la lumière sur le rôle des industries extractives dans l'économie d'un pays et la manière dont cela pourrait évoluer au cours de la transition énergétique. Les données sur les contributions du secteur extractif à l'économie, telles que son impact sur le produit intérieur brut, les recettes publiques, les exportations et l'emploi (Exigence 6.3), peuvent éclairer la compréhension de la dépendance et de la vulnérabilité économiques. Par exemple, un pays fortement dépendant de son industrie de combustibles fossiles peut utiliser ces données pour ouvrir des discussions sur l'atténuation des chocs économiques que l'évolution de la demande mondiale pourrait provoquer.

Les données de l'ITIE peuvent également fournir des indications sur l'évolution du poids économique du secteur au fil du temps. Les données sur les réserves (Exigence 3.1) et les projections de recettes (Exigence 5.3), y compris les hypothèses concernant les niveaux de production futurs, permettent aux parties prenantes d'identifier les opportunités et les défis économiques.

**Exigences
clés de l'ITIE***3.1 Activités
d'exploration**5.3 Informations
supplémentaires
sur la gestion des
recettes et des
dépenses**6.3 Contribution
du secteur
extractif à
l'économie*

ÉTUDE DE CAS**Mauritanie****Comprendre le potentiel de revenus de la transition énergétique**

Alors que les pays intensifient leurs efforts pour atteindre les objectifs climatiques, certains investissent dans le gaz naturel, une alternative plus propre aux combustibles fossiles à forte intensité de carbone. En outre, l'hydrogène vert, un moyen de stocker l'énergie produite en extrayant l'hydrogène des molécules d'eau à l'aide d'électricité renouvelable, suscite un intérêt et des investissements croissants.

Pour la Mauritanie, pays doté d'importantes réserves de gaz naturel et d'un potentiel considérable en matière d'énergies renouvelables, ces tendances mondiales sont particulièrement prometteuses. Afin de mieux comprendre l'impact que ces tendances pourraient avoir sur l'économie du pays, l'ITIE Mauritanie a commandé une étude pour explorer la manière dont les secteurs du gaz et de l'hydrogène vert pourraient contribuer aux recettes publiques selon différents scénarios de prix. L'étude, soutenue par l'USAID, a émis des recommandations pour assurer une gestion responsable de la croissance dans ces secteurs.⁴

ÉTUDE DE CAS**Ghana****Cartographier des minéraux de transition pour identifier les opportunités de valorisation**

Au Ghana, l'ITIE a commandé une étude, avec le soutien de l'USAID, pour cartographier les opportunités socioéconomiques et les défis de gouvernance dans le secteur des minéraux de transition du pays. L'étude visait à fournir aux décideurs politiques et aux parties prenantes des données crédibles pour s'orienter dans les complexités de ce paysage en évolution.

Le rapport offre un aperçu de l'évolution du rôle du secteur des minéraux dans la transition énergétique. Il présente des informations clés sur les réserves avérées de quatre minéraux de transition sélectionnés, évalue le cadre juridique et réglementaire régissant le secteur et examine les opportunités et les défis fiscaux, sociaux et environnementaux. S'appuyant sur des données de production et de revenus des précédents Rapports de l'ITIE, le rapport met en lumière que les revenus miniers provenant des minéraux de transition ont été limités au cours des dernières décennies. Pour répondre à la demande mondiale croissante, le rapport recommande la nécessité d'optimiser le régime juridique et fiscal minier du pays afin de garantir que le secteur puisse ajouter de la valeur au-delà de la seule extraction à des fins d'exportation.⁵

Les conclusions du rapport ont depuis éclairé le Cadre national de transition énergétique du Ghana, publié en novembre 2022,⁶ ainsi que le débat public sur la nécessité de politiques de valorisation des minéraux critiques.⁷ Le gouvernement met actuellement à jour sa politique minière, qui est attendue de s'aligner sur les recommandations du rapport visant l'intégration des minéraux critiques dans la politique énergétique du gouvernement.



PHOTO : NICK FOX / SHUTTERSTOCK

Cargo de gaz naturel sur
la côte sénégalaise.

Examiner les investissements des entreprises d'État

La transition énergétique influence les décisions d'investissement prises par les entreprises d'État. Dans plusieurs pays, l'importance stratégique et la valeur économique estimée des minéraux de transition incitent à accroître le niveau de participation de l'État dans le secteur minier.⁸ Ailleurs, les entreprises d'État investissent dans des projets liés aux combustibles fossiles, malgré les inquiétudes quant à leur compatibilité avec les objectifs mondiaux en matière d'émissions.⁹

Les divulgations de l'ITIE peuvent éclairer les discussions sur l'alignement des investissements des entreprises d'État avec les intérêts publics à long terme. La Norme ITIE encourage les entreprises d'État à divulguer leurs investissements dans le secteur extractif (Exigence 2.6), offrant un aperçu de la manière dont les fonds publics sont investis et des risques associés.

En outre, les entreprises d'État sont encouragées à divulguer la manière dont les considérations liées à la transition énergétique et au changement climatique influencent leurs décisions d'investissement. Ces divulgations peuvent améliorer la compréhension du public et favoriser le débat sur la mesure dans laquelle les entreprises d'État gèrent de manière proactive les opportunités et les risques posés par la transition énergétique.

**Exigence
clé de l'ITIE***2.6 Participation
de l'État***ÉTUDE DE CAS****Ghana****Les investissements dans des actifs appartenant à l'État**

Entre juillet et août 2021, le Parlement ghanéen a cherché à faire voter un accord d'emprunt de 1,65 milliard de dollars US, visant à accroître la participation de l'État dans deux blocs pétroliers par l'intermédiaire de la Ghana National Petroleum Corporation (GNPC). L'accord visait à accélérer le développement des actifs face à la transition énergétique et à atténuer le risque d'actifs irrécupérables.

Toutefois, l'accord a soulevé des préoccupations quant aux risques potentiels en matière de gouvernance, tels que l'augmentation de la dette publique et la valorisation des actifs, basés sur un scénario de prix du pétrole élevés. Des doutes sont également apparus quant à la viabilité des investissements dans les nouveaux actifs pétroliers gérés par la GNPC.

L'affaire a démontré l'intérêt croissant du public pour la transition énergétique. Elle a mis en évidence le rôle que l'ITIE Ghana peut jouer en facilitant un débat public fondé sur des données sur le rôle des entreprises d'État, les risques associés aux investissements publics et les répercussions pour la viabilité de la dette. L'ITIE Ghana étudie les possibilités d'intégrer des informations sur la transition énergétique dans ses rapports afin de promouvoir un dialogue plus approfondi dans ce domaine.



Faire progresser les efforts de lutte contre la corruption

La transition énergétique remodèle les risques de corruption dans les industries extractives. L'expérience montre que la conclusion rapide d'accords associée à des attentes de profits élevés, peuvent favoriser la corruption. Cela est particulièrement pertinent dans l'attribution de licences, les contrats de marchés et le commerce des matières premières. Cette dynamique est particulièrement marquée dans le secteur minier, où la transition énergétique stimule la croissance de la demande. Dans le secteur des combustibles fossiles, la décision de certaines entreprises de se désinvestir de projets plus risqués peut exposer de nouveaux défis en matière de corruption liés aux transferts de licences. La corruption peut également impacter plus largement l'action gouvernementale en matière de transition énergétique, avec le risque que les politiques publiques passent sous l'influence ou la mainmise d'intérêts privés.

Pour soutenir une transition énergétique juste, le secteur extractif doit prendre des mesures décisives contre la corruption. Les aspects clés de la Norme ITIE 2023 incluent la promotion de la transparence dans l'attribution des licences et des contrats, ainsi que dans la gouvernance des entreprises d'État, afin de soutenir les efforts de lutte contre la corruption.

ÉTUDE DE CAS

Plaidoyer public sur la corruption dans les chaînes d'approvisionnement en minéraux pour la transition énergétique

Le secteur minier joue un rôle essentiel dans l'approvisionnement du monde en minéraux nécessaires aux technologies d'énergies renouvelables. Cependant, la corruption menace la capacité du secteur minier à tenir cette promesse. Cela peut porter atteinte aux garanties de protection des communautés et de l'environnement, détourner les fonds publics vers des mains privées et perturber les chaînes d'approvisionnement en minéraux, ralentissant ainsi les efforts visant à passer à technologies à faible émission de carbone.

En réponse à ce défi pressant, un groupe d'experts de lutte contre la corruption réuni par l'Institut de gouvernance des ressources naturelles (NRGI), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'ITIE, a lancé un appel à l'action exhortant les gouvernements, les entreprises, les investisseurs, les organisations internationales et autres parties prenantes à mettre en œuvre des mesures pour prévenir la corruption dans les chaînes d'approvisionnement en minéraux pour la transition énergétique.¹⁰ Ces mesures comprennent l'intensification des efforts pour identifier et à atténuer les risques de corruption, le renforcement des garanties environnementales et sociales et la promotion de la divulgation d'informations. La Norme ITIE constitue un outil précieux pour lutter contre les risques de corruption dans le secteur des minéraux de transition, offrant un cadre solide de transparence et de redevabilité.

Comment les données de l'ITIE peuvent être utilisées

Promouvoir des attributions redevables de licences et de contrats

Les attributions de licences et de contrats sont souvent sujettes à la corruption. Ce défi est particulièrement évident dans le secteur des minéraux de transition, où la demande croissante peut entraîner une hausse des investissements. Les divulgations de l'ITIE jouent un rôle dans l'atténuation de ces risques en renforçant la transparence sur l'attribution des licences et des contrats.

Les informations relatives aux critères et aux processus d'attribution peuvent permettre aux parties prenantes de comprendre si la prise de décision est transparente et concurrentielle. Ceci est particulièrement important dans les contextes où les gouvernements rationalisent ou accélèrent les attributions pour accélérer la production de minéraux de transition. Les divulgations de l'ITIE peuvent également révéler des écarts par rapport aux règles établies dans des processus d'attribution spécifiques, signalant potentiellement des cas où les garanties de gouvernance ont été contournées (Exigence 2.2).

En outre, les divulgations de l'ITIE font la lumière sur les entreprises impliquées et leurs bénéficiaires effectifs (Exigence 2.5). Cela permet aux parties prenantes d'identifier les cas où des licences ont été accordées à des entreprises politiquement liées, ce qui pourrait indiquer des conflits d'intérêts. Il est attendu des entreprises déclarantes à l'ITIE de publier leurs politiques de lutte contre la corruption (Exigence 1.2), ce qui peut renforcer la connaissance de leur approche de lutte contre les risques de corruption.

Il est exigé des pays de mise en œuvre de divulguer tous les contrats et licences conclus ou modifiés à compter du 1er janvier 2021 (Exigence 2.4). Ces divulgations permettent aux parties prenantes d'identifier si les conditions convenues s'écartent des normes du secteur ou du marché, ce qui peut indiquer un risque accru de corruption ou de favoritisme influençant les négociations contractuelles.

Exigences clés de l'ITIE

*1.2 Engagement
des entreprises*

*2.2 Octroi de
contrats et de
licences*

*2.4 Contrats et
licences*

*2.5 Propriété
effective*

ÉTUDE DE CAS

Philippines

Identifier les défis d'intégrité dans l'octroi de licences pour le nickel

Les Philippines sont l'un des principaux producteurs mondiaux de nickel, un minéral de transition important dont la demande est attendue d'augmenter en raison de son utilisation dans diverses technologies à faible émission de carbone.¹¹ Pour mieux comprendre les risques potentiels de corruption liés à l'extraction du nickel, l'ITIE Philippines a commandé une étude sur l'intégrité, avec le soutien de l'USAID en 2023. L'étude a utilisé un outil de diagnostic de la corruption, développé par NRGI, pour mener une enquête approfondie sur les risques d'intégrité, y compris dans les procédures d'octroi de licences et de contrats pour les mines de nickel à grande échelle. Elle a émis des recommandations pour atténuer les risques en matière de gouvernance et de corruption, ainsi qu'un plan d'action pour l'ITIE Philippines afin de traiter les risques prioritaires et de renforcer son travail de lutte contre la corruption.¹²

Les Attentes à l'égard des entreprises soutenant l'ITIE renforcent encore les dispositions de l'ITIE en matière de lutte contre la corruption. Il est attendu des entreprises de soutien de divulguer publiquement leurs bénéficiaires effectifs, s'engager dans des processus rigoureux de vérification préalable, publier une politique de lutte contre la corruption et soutenir les efforts du gouvernement pour divulguer publiquement les contrats et les licences.¹³

Renforcer la gouvernance des entreprises d'État

Une part importante des récentes affaires de corruption dans les secteurs pétrolier, gazier et minier ont impliqué des entreprises d'État.¹⁴ Alors que les entreprises d'État recherchent de nouvelles opportunités commerciales dans le contexte de la transition énergétique, le risque de corruption peut se manifester dans des domaines tels que le recours à des agents et des intermédiaires, la sélection de fournisseurs et de sous-traitant et le commerce de matières premières.

La Norme ITIE encourage les entreprises d'État à divulguer l'identité et la propriété effective des parties impliquées (Exigence 2.6), permettant aux parties prenantes d'identifier les conflits d'intérêts potentiels. La Norme ITIE encourage également les entreprises d'État à divulguer les informations sur la propriété effective des entreprises qui achètent du pétrole, du gaz ou des minéraux, ainsi que l'identité des intermédiaires ou des agents impliqués (Exigence 4.2), ce qui peut aider les parties prenantes à identifier les risques de corruption dans le commerce des matières premières.

Exigences clés de l'ITIE

2.6 Participation de l'État

4.2 Recettes des ventes des parts de production de l'État ou autres recettes perçues en nature



PHOTO : JAN ARNE WOLD & ØYVIND GRAVÅS / © EQUINOR

Une plateforme dans le champ pétrolier et gazier
de Martin Linge près de la côte norvégienne.



Renforcer la voix des communautés

La transition énergétique a de profondes répercussions pour les individus et les communautés vivant à proximité des projets énergétiques et miniers. Dans les régions où les investissements augmentent, les gouvernements locaux et les communautés peuvent bénéficier de nouvelles sources de revenus, d'opportunités d'emploi et de dépenses communautaires de la part des entreprises énergétiques et minières. Toutefois, elles sont également confrontées à des perturbations potentielles de leurs moyens de subsistance traditionnels et à des atteintes à l'environnement. À l'inverse, dans les régions où les investissements diminuent, les parties prenantes locales sont en prise avec des pertes de revenus et d'emplois, tout en faisant face à l'héritage environnemental des activités extractives passées. Parfois, les individus peuvent ressentir ces impacts différemment selon leur genre et du rôle qu'ils jouent au sein de leur communauté.

Pour soutenir une transition énergétique juste, inclusive et durable, les acteurs communautaires ont besoin d'informations qui les aident à comprendre l'impact des industries extractives sur leur vie. Ces informations doivent favoriser une plus grande redevabilité et offrir aux communautés des opportunités de participation significative au dialogue avec le gouvernement et les entreprises concernant des décisions qui les concernent.

Comment les données de l'ITIE peuvent être utilisées

Renforcer la participation communautaire à la prise de décision

La transition énergétique entraîne de profonds changements dans les industries extractives, avec des répercussions sur les moyens de subsistance des communautés vivant à proximité des projets pétroliers, gaziers et miniers.¹⁵ L'implication des parties prenantes locales dans les décisions qui impactent leur vie est essentielle pour garantir que la transition énergétique progresse en respectant les droits des communautés.

Dans les pays où la consultation communautaire est imposée par la loi, il est attendu des pays de mise en œuvre et des entreprises déclarantes de divulguer une description de la manière dont les processus de consultation ont été menés dans la pratique. La Norme ITIE exige également la divulgation des règles relatives au consentement libre, préalable et éclairé dans les processus d'octroi de licences.

Les parties prenantes peuvent utiliser ces divulgations pour évaluer la mesure dans laquelle les perspectives communautaires sont prises en compte dans la prise de décision. Cela est particulièrement important dans le secteur des minéraux de transition, où des projets peuvent avoir lieu dans des zones écologiquement et socialement sensibles, et où il est urgent de garantir une protection solide des droits des communautés.

L'ITIE peut également être utilisée pour promouvoir la participation des communautés à la prise de décision sur la transition énergétique. La Norme ITIE exige que la société civile soit pleinement, activement et efficacement engagée dans le processus ITIE et que les divulgations du gouvernement et des entreprises contribuent au débat public. Si de nombreux pays mettant en œuvre l'ITIE ont impliqué les parties prenantes au niveau national, l'engagement à protéger l'espace civique et à faire progresser le débat public peut également s'appliquer au niveau communautaire.

Exigences clés de l'ITIE

1.3 Engagement de la société civile

2.2 Octroi de contrats et de licences

7.1 Débat public

Faire la lumière sur les contributions économiques locales

La transition énergétique remodèle les contributions économiques locales du secteur extractif. Les régions produisant des minéraux de transition peuvent bénéficier de nouveaux flux de revenus, d'emplois et de dépenses sociales des entreprises extractives. Dans d'autres régions, la transition énergétique peut poser des incertitudes pour les économies locales. Les parties prenantes peuvent exploiter les données de l'ITIE pour comprendre les implications de la transition énergétique sur les contributions économiques locales du secteur extractif.

Les données sur les paiements et transferts infranationaux de revenus (Exigences 4.6 et 5.2) peuvent faire la lumière sur les contributions fiscales du secteur au niveau régional et local et soutenir le dialogue sur l'utilisation prudente de ces fonds. Dans les pays où les gouvernements infranationaux ont droit à des transferts de revenus de la part du gouvernement national, les parties prenantes peuvent utiliser les divulgations de l'ITIE pour comprendre si elles reçoivent les revenus qui leur sont dus. En outre, les pays sont encouragés à rendre compte de la manière dont les revenus profitent aux femmes et aux groupes marginalisés.

Les divulgations de l'ITIE permettent également aux parties prenantes de demander des comptes sur les dépenses sociales des entreprises extractives (Exigence 6.1). Il est attendu des pays de mise en œuvre de divulguer les contrats décrivant les exigences en matière de dépenses sociales ainsi que les données sur ces dépenses. En outre, il est exigé des pays de divulguer des données ventilées par genre sur les bénéficiaires des dépenses sociales, lorsqu'elles sont disponibles. Les parties prenantes peuvent utiliser ces données pour vérifier si les entreprises respectent leurs obligations, ainsi que pour examiner la manière dont les fonds sont dépensés.

De plus, la Norme ITIE permet la transparence concernant les contributions économiques plus larges du secteur extractif (Exigence 6.3). Lorsqu'elles sont disponibles, les pays mettant en œuvre l'ITIE doivent publier des données sur l'emploi ventilées par genre et niveau professionnel, ainsi que par entreprise et projet, et entre les ressortissants locaux et étrangers. Les parties prenantes peuvent utiliser ces données pour vérifier si les entreprises respectent leurs engagements en matière d'emploi, tels que la création d'emplois locaux. Les pays doivent également divulguer la production et les exportations résultant de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (Exigences 3.2 et 3.3), qui représentent une part importante de la production de certains minéraux de transition dans certains pays.

Renforcer les performances environnementales et sociales

La transition énergétique est à l'origine de nouveaux projets et d'investissements extractifs, souvent dans des zones écologiquement et socialement sensibles.¹⁶ À l'inverse, les investissements dans les projets liés aux combustibles fossiles diminuent, ce qui affecte les moyens de subsistance des communautés locales et soulève des préoccupations quant à la réhabilitation de l'environnement lorsque ces activités cesseront.

Cette dynamique rend d'autant plus urgent le renforcement des performances environnementales et sociales du secteur extractif. L'évaluation, le suivi et la gestion des impacts environnementaux, sociaux et de genre sont des éléments essentiels à cet égard. La Norme ITIE exige la divulgation des évaluations d'impact et des rapports de suivi. Elle encourage également les entreprises à divulguer des informations sur la manière dont elles gèrent les impacts et encourage les pays à divulguer des informations sur les activités de suivi et d'application, notamment en ce qui concerne l'eau, la terre, les émissions et les droits de l'homme.

Exigences clés de l'ITIE*4.6 Paiements infranationaux**5.2 Transferts infranationaux**6.1 Dépenses sociales et paiements environnementaux**6.3 Contribution du secteur extractif à l'économie***Exigence clé de l'ITIE***6.4 Impact environnemental et social des activités extractives*

NOTE DE POLITIQUE

S'orienter dans la transition énergétique : Renforcer la gouvernance du secteur extractif par les données et le dialogue

Les parties prenantes peuvent utiliser ces informations pour faire progresser la redevabilité en matière de performances environnementales et sociales. Elles peuvent examiner les données de suivi et le détail des activités d'application pour vérifier si les entreprises respectent leurs obligations et pour évaluer l'efficacité des efforts des gouvernements pour faire respecter les normes environnementales et sociales. Cela peut contribuer à s'assurer que les communautés et l'environnement soient protégés contre les dommages alors que le secteur extractif connaît des changements significatifs.

ÉTUDE DE CAS

Colombie, Ghana et Indonésie Engager les communautés dans une transition juste

Pour faire avancer les priorités des communautés dans la transition énergétique, l'ITIE a lancé le projet « Engager les communautés dans une transition juste » au début de l'année 2022, avec le soutien de la Fondation Ford. Mis en œuvre dans quatre zones infranationales en Colombie, au Ghana et en Indonésie, ce projet de deux ans a exploré l'impact de la transition énergétique sur les moyens de subsistance des communautés et les obstacles auxquels les citoyens sont confrontés pour accéder et utiliser les données et les plateformes de dialogue. Le projet visait à identifier des moyens d'utiliser l'ITIE pour faire entendre la voix des communautés dans la transition énergétique. L'ITIE a travaillé dans des communautés reflétant un large éventail de dynamiques de transition énergétique – allant de l'extraction minière du charbon et des investissements dans les énergies renouvelables en Colombie, aux installations pétrolières et gazières au Ghana, et à l'extraction et la fonte du nickel en Indonésie.

Dans le cadre du projet, les partenaires locaux ont élaboré des plans d'engagement communautaire en consultation avec les représentants des communautés et des parties prenantes nationales de l'ITIE. Ces plans se sont concentrés sur l'identification des actions concrètes que l'ITIE pourrait prendre pour renforcer la pertinence de l'Initiative au niveau communautaire, notamment en veillant à ce que la déclaration de l'ITIE couvre les questions qui comptent le plus pour les communautés, en identifiant des approches novatrices pour la diffusion des données de l'ITIE et en facilitant la participation des communautés au dialogue et à la prise de décision sur la transition énergétique.



PHOTO : IQBAL LUBIS

Des participants examinent les opportunités et les solutions lors d'un atelier de l'ITIE au Morowali septentrional, en Indonésie.



Faire la lumière sur les émissions de gaz à effet de serre

L'impératif de réduire les émissions de gaz à effet de serre est au premier plan de la lutte contre le changement climatique et représente un objectif central de la transition énergétique. Les industries extractives contribuent aux émissions de gaz à effet de serre par le biais d'émissions directement associées aux opérations extractives et, dans le cas du pétrole, du gaz et du charbon, par les émissions libérées lors de la combustion de ces ressources par les utilisateurs finaux.

Le public s'intéresse de très près aux données sur les émissions de gaz à effet de serre. La transparence à cet égard peut favoriser une plus grande redevabilité des gouvernements et des entreprises en ce qui concerne les engagements climatiques.

Comment les données de l'ITIE peuvent être utilisées

Comprendre les émissions directes et indirectes

Les divulgations de l'ITIE peuvent faire la lumière sur les émissions de gaz à effet de serre. La Norme ITIE encourage les entreprises à divulguer les émissions de gaz à effet de serre conformément aux normes de divulgation existantes et encourage les groupes multipartites de l'ITIE à demander la ventilation de ces données (Exigence 3.4).

Les divulgations des entreprises peuvent contribuer à une meilleure compréhension des émissions associées aux opérations d'une entreprise. Les parties prenantes peuvent utiliser ces informations pour poursuivre la redevabilité des engagements des entreprises à réduire leurs émissions. De plus, lorsque les données sur les émissions sont ventilées au niveau des pays ou des projets, elles deviennent une ressource précieuse pour les gouvernements cherchant à comprendre la contribution du secteur extractif aux émissions nationales. Cela peut renforcer la crédibilité des données nationales sur les émissions publiées par les gouvernements. Les données sur les émissions au niveau des projets fournissent également aux gouvernements et aux citoyens des informations sur les projets les plus susceptibles d'être impactés par les objectifs d'émissions des entreprises ou des gouvernements.

Les données d'exploration, de réserves et de production constituent une autre source d'information essentielle (Exigences 3.1 et 3.2). Les données sur les réserves des entreprises et des pays de mise en œuvre permettent d'analyser le volume de combustibles fossiles qui pourrait être extrait à l'avenir. Associées aux données de production au niveau des projets, elles permettent d'estimer les émissions de gaz à effet de serre susceptibles de résulter de la combustion de ces combustibles par les utilisateurs finaux. Ces informations peuvent éclairer les discussions concernant l'alignement de l'extraction actuelle ou potentielle de combustibles fossiles sur les objectifs de réduction des émissions.

Exigences clés de l'ITIE

3.1 Activités d'exploration

3.2 Données sur la production

3.4 Émissions de gaz à effet de serre

ÉTUDE DE CAS

Trinité-et-Tobago**La déclaration des émissions dans le secteur
pétrolier et gazier**

Trinité-et-Tobago est l'un des plus grands exportateurs de gaz naturel liquéfié au monde, et l'ITIE Trinité-et-Tobago (TTEITI) a joué un rôle important dans l'amélioration de la disponibilité des données du secteur extractif et dans la sensibilisation du public au changement climatique et à la transition énergétique.

TTEITI a établi un sous-comité environnemental pour superviser le travail sur la déclaration des émissions. Elle a également développé un processus volontaire permettant aux entreprises pétrolières et gazières de rapporter leurs impacts environnementaux, notamment leurs émissions de CO₂ et de méthane. Grâce à la déclaration de l'ITIE, l'entreprise gazière nationale du pays, GNC, est devenue la première à divulguer des données sur les émissions de manière désagrégée. Elle a également rapporté des informations sur l'utilisation de l'énergie et de l'eau ainsi que sur son impact environnemental. À long terme, TTEITI vise à intégrer les impacts environnementaux et climatiques dans sa déclaration de l'ITIE afin de soutenir une stratégie plus large de gouvernance des ressources naturelles.

ÉTUDE DE CAS

Royaume-Uni**Mesurer l'empreinte carbone du gaz naturel**

Le régulateur pétrolier et gazier du Royaume-Uni, la North Sea Transition Authority (NSTA), a entrepris un effort considérable pour évaluer l'intensité carbone associée à la production nationale de gaz par rapport aux importations de gaz. Son analyse a révélé que la production nationale de gaz a une empreinte carbone près de quatre fois inférieure à celle du gaz naturel liquéfié importé, mais que son empreinte carbone demeure plus élevée que celle du gazoduc importé de Norvège, qui se classe au dernier rang en termes d'intensité carbone. L'analyse de la NSTA comprend également des visualisations de données qui comparent l'empreinte carbone de plusieurs pays de l'ITIE qui approvisionnent le Royaume-Uni en gaz, notamment l'Angola, le Nigeria, la Norvège, le Pérou et Trinité-et-Tobago.

L'évaluation de l'empreinte carbone de la NSTA est une référence utile pour les décideurs politiques, les citoyens et les investisseurs qui sont engagés dans le débat sur la transition énergétique et le niveau net zéro. Elle sert également d'exemple de la manière dont les agences gouvernementales peuvent divulguer systématiquement des données et des informations contextuelles en dehors du processus formel de l'ITIE.

Enseignements potentiels pour le secteur des énergies renouvelables

La mise en œuvre de l'ITIE a montré l'importance de la transparence et du dialogue multipartite pour éclairer les politiques et la prise de décision concernant les industries extractives dans le contexte de la transition énergétique. Les données de l'ITIE et le dialogue peuvent également promouvoir la bonne gouvernance dans le secteur des énergies renouvelables, qui est confronté à des risques de gouvernance et de corruption à mesure que les investissements dans le secteur augmentent.

Les principaux domaines concernés comprennent l'élaboration des politiques gouvernementales sur le secteur des énergies renouvelables, l'octroi de licences et la passation de marchés pour les investissements dans les énergies renouvelables, la propriété effective des entreprises d'énergies renouvelables et les impacts sociaux et environnementaux du secteur. La transparence est également nécessaire pour des efforts de vérification préalable dans les chaînes d'approvisionnement en minéraux pour les technologies d'énergies renouvelables. Dans un contexte énergétique en pleine évolution, il pourrait y avoir davantage de possibilités de partager les meilleures pratiques entre les industries extractives et le secteur des énergies renouvelables.

ÉTUDE DE CAS

Albanie

Intégrer le secteur des énergies renouvelables dans la déclaration de l'ITIE

En Albanie, l'hydroélectricité est la deuxième source d'énergie la plus importante après le pétrole, et les centrales hydroélectriques constituent la principale source de production d'électricité à faible émission de carbone. La déclaration de l'ITIE Albanie va au-delà de la Norme ITIE en incluant des informations sur son secteur hydroélectrique, y compris le contexte juridique et réglementaire de l'hydroélectricité, les données sur la production et les revenus, et le rapprochement des paiements infranationaux. Cette déclaration a révélé d'importantes pertes d'électricité dans le système de distribution, auxquelles les autorités albanaises tentent de remédier.

L'ITIE Albanie a l'intention de s'appuyer sur ce travail avec une étude de cadrage pour évaluer d'autres technologies d'énergies renouvelables. Ces efforts s'inscrivent dans le programme du gouvernement visant à étendre la production d'énergies propres, notamment une nouvelle démonstration solaire flottante innovante.



PHOTO : GORAN SAFAREK / SHUTTERSTOCK

Centrale hydroélectrique
à Mati, en Albanie.

Notes de fin

- 1 Bundesregierung (2023). *Von der Kohle zur Zukunft*. Extrait de : <https://www.bundesregierung.de/breg-de/schwerpunkte/klimaschutz/kohleausstieg-1664496>.
- 2 Columbia Center for Sustainable Investment (2023). *Transferred Emissions Are Still Emissions: Why Fossil Fuel Asset Sales Need Enhanced Transparency and Carbon Accounting*. Extrait de : <https://ccsi.columbia.edu/fossil-fuel-asset-sales>.
- 3 Resources for Development Consulting (2022). *Comprendre les revenus et les ventes pétrolières de l'État en République du Congo grâce à la modélisation financière*. Extrait de : <https://eiti.org/fr/documents/comprendre-les-revenus-et-les-ventes-petrolieres-de-letat-grace-la-modelisation>.
- 4 ITIE Mauritanie (2022). *Du sable au gaz, puis au vert ? Perspectives des secteurs du gaz et de l'hydrogène vert en Mauritanie*. Extrait de : <https://eiti.org/fr/documents/du-sable-au-gaz-puis-au-vert>.
- 5 GHEITI (2022). *The energy transition and critical minerals in Ghana*. Extrait de : <https://eiti.org/documents/energy-transition-and-critical-minerals-ghana>.
- 6 Gouvernement du Ghana (2022). *National Energy Transition Framework (2022-2070)*. Extrait de : <https://www.energymin.gov.gh/sites/default/files/2022-11/National%20Energy%20Transition%20Framework%20Abridged%20Version.pdf>.
- 7 News Ghana (2023). *Ghana must position well to maximize benefits of mining*. Extrait de : <https://newsghana.com.gh/ghana-must-position-well-to-maximize-benefits-of-mining/>.
- 8 Transparency International Australia (2022). *What does the energy transition mean for the mining sector? Five trends to understand corruption risks in the extraction of transition minerals*. Extrait de : <https://transparency.org.au/what-does-the-energy-transition-mean-for-the-mining-sector/>.
- 9 Natural Resource Governance Institute (2021). *Risky Bet: National Oil Companies in the Energy Transition*. Extrait de : <https://resourcegovernance.org/events/risky-bet-national-oil-companies-energy-transition/>.
- 10 Natural Resource Governance Institute (2022). *Prévenir la corruption dans les chaînes d'approvisionnement en minerais essentiels à la transition énergétique*. Extrait de : <https://resourcegovernance.org/fr/publications/prevenir-la-corruption-dans-les-chaines-dapprovisionnement-en-minerais-essentiels-la>.
- 11 ITIE (2022). *Mission critique : Renforcement de la gouvernance des chaînes de valeur des minéraux pour la transition énergétique*. Extrait de : <https://eiti.org/fr/documents/mission-critique>.
- 12 Natural Resource Governance Institute (2021). *Diagnostic de corruption dans le secteur extractif : un outil de recherche et d'action*. Extrait de : <https://resourcegovernance.org/fr/publications/diagnostic-de-corruption-dans-le-secteur-extractif-un-outil-de-recherche-et-daction>.
- 13 ITIE (2022). *Attentes à l'égard des entreprises soutenant l'ITIE*. Extrait de : <https://eiti.org/fr/documents/attentes-legard-des-entreprises-soutenant-litie>.
- 14 Natural Resource Governance Institute (2022). *Anticorruption Guidance for Partners of State-Owned Enterprises: Summary*. Extrait de : <https://soe-anticorruption.resourcegovernance.org/>.
- 15 ITIE (2023). *Inclure les communautés dans une transition juste*. Extrait de : <https://eiti.org/fr/documents/inclure-les-communautés-dans-une-transition-juste>.
- 16 ITIE (2022). *Mission critique : Renforcement de la gouvernance des chaînes de valeur des minéraux pour la transition énergétique*.





Extractive Industries
Transparency Initiative

Rådhusgata 26
0151 Oslo
Norvège

+47 222 00 800
secretariat@eiti.org
eiti.org